

Une introduction au rapport entre genre, sexualité et espace (Rachele Borghi)

L'espace n'est pas seulement un arrière-plan où les actions humaines ont lieu mais il est un producteur de signification et un reproducteur de mécanismes et de dynamiques sociales. L'espace public est conçu, géré et modelé sur la base d'une dialectique rigide : homme-femme, licite-illicite, homosexuel-hétérosexuel. De cette manière, la nature genrée de l'espace social est cachée derrière la naturalisation de la division entre espace public et espace privé, reflex de la division de la vie sociale en public et privé. Le développement des villes modernes a contribué à enraciner la division entre espace public et espace privé, contexte où la vie sociale des genres se déroule. Par conséquent, l'idée que le corps des femmes soit *out of place* dans l'espace public a été renforcée. La critique féministe a depuis longtemps dénoncé le fait que la façon d'aménager l'espace urbain est une pratique liée à une vision du monde masculin et elle a mis en évidence la dimension cachée de la ville.

Souvent les procédures d'aménagement ne reconnaissent pas la centralité du pouvoir des relations de genre et cachent son impact vis-à-vis d'un différent accès aux connaissances sur la ville et aux ressources urbaines. Les normes patriarcales se concrétisent, par exemple, dans une façon de s'habiller considérée 'conforme' à certains lieux et 'hors-lieu' pour des autres. Par conséquent, certains espaces publics de la ville se transforment en lieux 'interdits'. L'analyse des espaces nous permet de montrer leur rôle dans la reproduction et la naturalisation des structures de pouvoir. La géographie de genre a montré comment l'espace reflète des rapports de pouvoir déséquilibrés et déclenche des dynamiques fortes et violentes de control social. C'est très souvent dans les corps que ces dernières ont leur application : « [...] la production d'un espace social bien déterminé sert aussi à produire un certain 'corps'; un corps conçu dans sa dimension matérielle aussi que dans un ensemble de concepts et idées construits socialement. Ces idées et/ou concepts déterminent et sanctionnent ce qui est 'approprié' (et par conséquence normal/normé) pour le corps d'une homme et pour celui d'une femme » (Minca, 2001).

La façon de percevoir et considérer les corps devient le miroir de la construction sociale et du contrôle de l'espace; le lieu, la micro-échelle où les relations et conceptions de genre prennent leur forme. Il faut pas oublier que le corps féminin est lié à des valeurs (idéal de beauté et vertu, de liberté et de justice) que l'imaginaire nationaliste a adapté à la nation. En effet, les femmes ont contribué à reproduire la nation du point de vue biologique, culturel et symbolique. Dans cette construction discursive, les hommes représentent la 'normalité'. En conséquence, le corps masculin devient le corps 'approprié' à l'espace public, un corps reconnaissable pas seulement comme 'mâle' mais aussi 'blanc', 'occidental' et 'hétérosexuel'. Ces catégories construisent la 'norme' et déterminent de conséquence la 'a-normalité'. Mais ce processus de codification est souvent construit à travers la définition de ce qui n'est pas considéré 'normal'. De cette façon la normalité est considérée comme acquise, comme quelque chose de 'naturel' et comme une 'évidence'. Selon leur adaptation à la 'norme' codifiée, les sujets sont exclus ou inclus de l'espace public et de l'espace social. Le corps devient une frontière biopolitique, l'enjeu de la définition de l'ordre spatiale sociale légitime.

L'identité hétérosexuelle a influencé le contrôle physique des corps, qui se traduit par une gestion très normée des espaces. Certains lieux sont considérés comme socialement destinés aux femmes (la maison, les centre de beauté, les écoles, les crèches, etc.). Pour cette raison, beaucoup de travaux de géographie analysent comment l'hétérosexualité compulsive s'inscrit

dans l'espace. Les relations empiriques entre genre et sexualité nécessitent d'être explorées pour ne pas risquer de les oublier ou de les prendre comme acquises. Leur analyse nous permet de comprendre comment les pratiques sexuelles, les désirs et les identités sont toujours insérés dans des relations sociales basées sur le genre. Il ne faudrait pas penser l'hétérosexualité comme un simple forme d'expression sexuelle. Elle est une relation de genre qui donne un ordre non seulement à la vie sexuelle mais aussi à la division du travail. La légitimité de cette hétérosexualité dépend de l'exclusion et de la marginalisation des autres sexualités. L'hétéronormativité, en effet, définit non seulement la pratique sexuelle normative mais aussi la façon de vivre considérée comme 'normale'. L'espace public est pensé et aménagé à partir de ces catégories, à partir de l'idée qu'il existe un 'comportement sexuel approprié'. Ainsi, toutes les façons de vivre non centrées sur la monogamie, le sexe procréatif et l'hétérosexualité sont mis à l'écart. De plus, l'exclusion spatiale des 'dissidents', de ceux qui pour des raisons diverses ne se conforment pas à ce que l'on considère 'normal', contribue à la reproduction des notions de citoyenneté et de droit sur la base de l'hétéronormativité. Penser que la sexualité appartient à la sphère privée de la personne revient à oublier son rôle en tant qu'élément de l'identité collective.

La prostitution, enjeu de géographie morale dans la ville entrepreneuriale. (Raymonde Séchet)

Mon intérêt pour cette question de la prostitution dans l'espace urbain remonte au début des années 2000, quand la prostitution a occupé une place inhabituelle dans les médias et les agendas politiques français. La figure dominante est alors celle de la jeune prostituée venue d'Afrique ou d'Europe de l'Est et victime de réseaux mafieux. Les municipalités ont eu des réponses variées. Deux exemples :

- La municipalité rennaise n'a pas cédé aux pressions des habitants et commerçants de la rue Saint-Hélier, proche de la gare
- -celle de Troyes (François Baroin) a adopté en juillet 2002 un arrêté municipal interdisant le racolage sur certains boulevards du centre-ville, anticipant sur la loi de sécurité intérieure – LSI, dite loi Sarkozy – du 18 mars 2003.

Visant à faire disparaître la prostitution visible, cette loi témoigne d'un glissement prohibitionniste dans la position de la France à l'égard de la prostitution. On peut distinguer trois grandes tendances en matière de réglementation de la prostitution :

- Le prohibitionnisme qui a été en vigueur aux États-Unis entre 1918 et 1933, et il le demeure aujourd'hui dans de nombreux États de l'Union.

- le réglementarisme qui part du principe que la prostitution est un mal nécessaire. Il se fonde sur la création de lieux clos (les bordels ou « maisons closes » ou « maisons de tolérance ») qu'il justifie par la volonté d'instaurer un contrôle sanitaire des prostituées. C'est au nom de la traite des êtres humains que le réglementarisme a été contesté par le courant abolitionniste.

- l'abolitionnisme. Inauguré en France avec la loi Marthe Richard d'avril 1946, il a ensuite été défendu par les Nations Unies. Pour les abolitionnistes, la prostitution est incompatible avec la dignité humaine et n'existerait que par les proxénètes et les clients. En considérant les prostituées comme des victimes, les abolitionnistes se refusent à reconnaître

l'activité prostitutionnelle comme un travail – ce qu'affiche l'expression revendiquée « travailleurs-ses du sexe ».

Les géographes français ont été peu enclins à investir le terrain de la prostitution, et plus largement celui de la sexualité. Le propos repose sur l'analyse d'un corpus de textes de chercheurs anglophones et d'observations personnelles.

Les espaces de la prostitution et leurs évolutions

Les lieux que la prostitution investit, les agencements spatiaux sur lesquels elle débouche sont souvent associés à des espaces du divertissement masculin où offre et demande se rencontrent. Les localisations évoluent sous l'effet combiné des politiques ou actions auxquelles la prostitution donne lieu et des moyens mobilisés pour la rencontre.

Sous l'effet de l'accroissement des mobilités internationales de loisirs, de nouveaux foyers de prostitution de réputation mondiale se sont développés, notamment dans les pays du Sud. Ils se sont ajoutés à des pôles plus traditionnels comme Soho à Londres ou Pigalle à Paris. La mondialisation de la prostitution qui fait se rencontrer des prostituées et des clients de pays éloignés a été favorisée par l'essor du tourisme international et par la multiplication de grands événements, notamment sportifs, dont la clientèle est majoritairement masculine. Ainsi, en 1987, lors de la coupe de l'America à Fremantle, Australie, la prostitution et les agences de rencontre (*escort services*) se sont-elles multipliées à Fremantle et à Perth ; ce qui n'est pas surprenant au regard des relations habituelles entre prostitution et tourisme et de la tendance des touristes masculins à se sentir moins inhibés par les normes sociales quand ils sont loin de chez eux.

La référence au divertissement masculin est également utilisée pour expliquer des concentrations régionales de lieux de prostitution. Dans des pays neufs comme l'Australie ou les États-Unis, un lien a pu être établi avec l'histoire du peuplement. Plus largement, la tolérance pour la prostitution semble avoir caractérisé beaucoup de lieux où les sex-ratios étaient particulièrement déséquilibrés (fronts pionniers, zones minières ou camps militaires). Que, dans une Amérique puritaine et largement prohibitionniste, le Nevada ait longtemps été l'un des rares États de l'Union où la prostitution est soit légale, soit ouvertement tolérée, est un héritage de la conquête de l'Ouest. Du nord au sud de la Frontière, les villes naissantes comptaient fort peu de femmes. Les bordels, leurs tenancières et leurs prostituées, arrivaient en même temps que les mineurs, les cow-boys, les marchands, les prédicateurs. A l'époque de la Prohibition, les 'zones de tolérance' ont été des éléments marquants des paysages urbains de la frontière mexicaine qui a fixé une intense activité prostitutionnelle.

Malgré le déclin relatif de cette économie prostitutionnelle dans les décennies 1970-1980, à la fin des années 1980 des zones de tolérance existent dans toutes les grandes villes de la frontière côté mexicain, la plus célèbre ayant été la 'Zona Norte' de Tijuana. A Perth, en Australie, l'essor de la prostitution a aussi commencé à l'époque de la Frontière (McKewon, 2003.301). Notons que l'effet frontière lié au voisinage de réglementations différentes se retrouve aujourd'hui à la frontière entre la France et la Belgique (Le Journal du Dimanche, 28 oct 2009, Sexe sans frontières, où il est question de Dodo la Saumure) ou la France et la Catalogne (Le Journal du Dimanche, 17 avril 2010, L'Eldorado catalan du sexe discount)

La prostitution et le commerce sexuel sont des activités avant tout urbaines. Plus une ville est importante, plus elle peut offrir une diversité de commerces et de services sexuels. Les formes urbaines associées sont largement dépendantes du régime juridique en vigueur.

L'identification d'un « quartier du vice » dans les grandes villes est une constante dans les formes et structures urbaines. Le regroupement des bordels et autres établissements liés au commerce sexuel accroît leur visibilité. Si les appellations sont variables (*zonas de tolerancia* en Amérique latine, *red light districts* dans la plupart des cas et comme appellation générique), les descriptions sont assez similaires, avec toujours l'accent mis sur les liens entre sexe, jeu, criminalité, en sus de l'éventuel contrôle sanitaire des prostituées. L'un des plus célèbres et touristiques : celui d'Amsterdam (<http://amsterdam-red-light-district.info/>)

La présence d'un quartier de tolérance est souvent présentée comme un moyen pour la police de réguler la prostitution, de rue ou non, et de contrôler les prostituées : le quartier de Balsall Heath à Birmingham aurait acquis sa notoriété de *red light district* dans les années 1970 par la volonté des autorités municipales et de la police d'empêcher la diffusion de la prostitution dans d'autres quartiers plus respectables. Les *red light districts* ont souvent été associés aux aires en déclin économique situées à proximité des centres villes et où se mêlent les fonctions industrielle et résidentielle. Au moment où il est identifié comme *red light district*, le quartier de Balsall Heath à Birmingham est typiquement une zone en transition caractérisée par la pauvreté et la rotation des populations.

Les autres types de localisations intra-urbaines identifiés sont tous marqués par la présence de populations masculines en mouvement. C'est ainsi que la prostitution est fréquente dans les ports et les quartiers de gares. Au Japon, dans les années 1980, la présence d'un *sakariba*, c'est-à-dire d'un secteur nocturne animé et dévolu au plaisir, est un élément incontournable des espaces commerciaux géants situés aux points de convergence des réseaux de transports nationaux, périurbains, intra-urbains des grandes villes du pays. Le regroupement spatial permet de gagner du temps pour la mise en relation tout en stimulant la recherche d'expériences nouvelles, sexuelles ou ludiques. Pour autant, dès lors que la présence des prostituées est perçue comme une cause des problèmes économiques, sociaux, environnementaux d'un quartier, la mobilisation des habitants peut déboucher sur un déplacement des localisations.

De manière plus structurelle, les évolutions technologiques ont aussi contribué à l'évolution des localisations. L'usage de la voiture a modifié les pratiques des prostituées comme celles des clients, en faisant notamment émerger la figure des '*kerb-crawlers*' (littéralement 'lècheurs de bordures de trottoirs') attirés par les services disponibles dans les *red light districts*. L'usage de la voiture, associé à celui du téléphone, fixe puis portable, a aussi favorisé un glissement partiel de la prostitution vers les couronnes périurbaines. A cela s'est ajouté un mouvement de retrait de la rue vers des lieux commerciaux et privés pour lesquels le téléphone et la publicité deviennent une condition de l'activité. Cf. les affichettes sur les poteaux de signalisation à l'entrée des villes (aux points d'arrêt des voitures).

Internet participe de la redéfinition de la frontière entre espace public et espace privé en matière de prostitution et de pornographie. Avec la dissémination de la pornographie et du sexe, c'est la définition même de ce qui est considéré comme relevant du commerce sexuel qui évolue. Samuel Cameron suggère l'hypothèse d'une nouvelle phase dans l'économie du sexe. Cette phase qu'il qualifie de « mature » serait caractérisée par une plus grande tolérance ainsi que par l'imbrication entre des logiques de regroupement (*clustering*) et de hiérarchisation (*laddering*) : les activités les moins acceptables sur le plan social mais malgré tout tolérées seraient repoussées dans la couronne extérieure des unités urbaines alors que les centres villes fixeraient les formes moins réprouvées du commerce sexuel : hôtels avec des chaînes pornographiques payantes (*pay-for-view porn*), magasins de lingerie érotique, sections érotiques à l'intérieur des boutiques ordinaires de médias écrits ou électroniques, mais aussi bars à hôtesse, clubs de danse érotique (*lap dancing*), agences de rencontres, etc.. Une césure se serait donc établie entre la prostitution de luxe ou les activités commerciales

érotico-sexuelles devenues acceptables et la prostitution de rue, tout particulièrement réprouvée dans les régimes réglementaristes, et entre hôtels de zones commerciales et hôtels de luxe (Sofitel de NY ou Carlton proche de la Grand Place de Lille).

La présence des prostituées comme problème de géographie morale

L'identification d'espaces et de lieux visibles dévolus à la prostitution et au commerce sexuel génère leur stigmatisation et instaure une géographie morale qui fixe les limites entre l'acceptable et le répréhensible dans ce qui, de la sexualité, est donné à voir. Le géographe anglais Phil Hubbard s'est intéressé aux modalités de construction, de négociation, de contestation de l'immoralité et de la présence des prostituées dans les espaces urbains. Tout pouvoir s'exprimant par une monopolisation de l'espace et par la relégation des plus faibles dans les lieux les moins convoités, il affirme que les *red lights districts* sont une condition de la marginalisation des prostituées.

Le confinement dans les *red light districts* est à la fois isolement spatial et relégation sociale. La création de frontières matérielles, symboliques et imaginaires est un des moyens par lesquels les prostituées sont identifiées comme déviantes et immorales. En inscrivant les pratiques prostitutionnelles de rue et la sexualité visible dans les formes spatiales spécifiques, contraintes et interdits séparent l'hétérosexualité immorale d'avec ses formes respectables.

Les interventions contre la prostitution permettent de rejeter, traquer, éradiquer la sexualité perçue comme déplacée, dépassant les limites (et les bornes !), mettant mal à l'aise, suscitant le dégoût. En France, la circulaire d'application de la LSI a établi un lien entre prostitution-exploitation et prostitution-nuisance, ce qui fait que la même personne peut être considérée à la fois comme victime (de la première) et auteure (de la seconde). Mais, que ce soit dans les villes françaises en 2003, britanniques dans les années 1990, japonaises dans les années 1980, ce sont toujours les mêmes images de traces de la prostitution et les mêmes métaphores de la souillure qui sont mobilisées : immondices, pollution, obscénité, épidémie, maladie, plaie, et donc salissure physique et morale. Les prostituées ne sont pas condamnées en tant que prostituées (ce qui relèverait d'une problématique prohibitionniste) mais parce qu'elles sont '*out of place*'.

La prostitution de rue salirait la ville. Et c'est parce qu'elles portent le danger que les prostituées, et plus largement la pornographie et la sexualité vénale, peuvent justifier l'établissement de limites pour séparer un centre moral et des marges immorales, la sexualité de rue de la sexualité féminine qui ne pourrait se vivre que dans l'espace domestique.

Dans cette géographie morale qu'il s'agit de restaurer, les *red light districts* sont présentés comme des lieux de désir et de dégoût, des espaces qui attirent le mâle tout en étant abjects. La prostitution de rue est présentée comme un défi à la décence publique, une corruption de la communauté locale, et plus particulièrement des enfants et des femmes vertueuses. Même non maquillées et portant des vêtements qui ne mettent pas en valeur leur corps, les femmes se disent harcelées par les racoleurs, et disent être obligées de ne pas paraître trop féminines. Les métaphores de l'animalité appliquées aux racoleurs, qui sont assimilés à des sous-hommes, brutaux, bestiaux, sexuellement voraces, les distinguent des hommes du quartier, aux mœurs policées et volontiers présentés comme défenseurs de leurs femmes et leurs enfants.

Par la désignation de ce qui est '*out of place*', l'ordre moral s'inscrit dans les espaces urbains et les lieux. L'utilisation des mots de la souillure et de la déviance pour qualifier des

pratiques corporelles déplacées est un outil de légitimation du rétablissement de l'ordre établi dans des situations de conflits d'occupation des espaces entre résidents et prostituées. Les transgressions spatiales des dernières suscitent les réactions des premiers.

Les mouvements de protestation et les pratiques matérielles et symboliques des résidents pour rétablir l'ordre face à la prostitution de rue relèvent de l'acte de résistance face à ce qu'ils considèrent comme des atteintes à leur pouvoir sur l'espace. Ces mobilisations montrent aussi des convergences d'intérêts entre les résidents et les acteurs politiques ainsi que le rôle-clé des médias.

Les enjeux des politiques de lutte contre la prostitution de rue

La prise en compte des évolutions globales des villes dans un contexte de mondialisation néo-libérale débouche sur une lecture des stratégies municipales et des tactiques locales contre les prostituées différente de celle proposée à partir du prisme du rétablissement de l'ordre moral. La ville entrepreneuriale (*entrepreneurial city*) est surtout concernée par les opportunités données aux acteurs économiques. Reposant sur un urbanisme des lieux plus que des territoires, sur le lancement de projets-phares (festivals, centres de congrès), elle suppose le nettoyage et la mise en beauté des espaces centraux. Le contexte de compétition interurbaine renforcée impose à chaque ville d'améliorer son image. Tout ce qui porte atteinte à cette image et tous les indésirables doivent être évincés au nom de la sécurité et de la qualité des espaces urbains centraux.

La tolérance zéro, promue par Rudolf Giuliani, est le « bras armé » de l'idéologie de la '*revanchist city*'. Dans le 'revanchisme', le souci de la reproduction économique par la reconquête de l'espace l'emporte sur celui de la reproduction sociale (remise en cause de l'Etat-providence, ralentissement des programmes de logements sociaux...). Le zonage et le déplacement de la prostitution et de la pornographie à New York s'imbriquent avec d'autres dispositifs tels que ceux destinés à faire disparaître les *homeless* et qui ont les mêmes objectifs : maximiser la productivité de l'espace et reproduire les valeurs sociales dominantes. Selon Marylin Adler Papayanis, l'intensité des mobilisations et des résistances face à la prostitution s'expliquerait par les enjeux liés à la gentrification et à la requalification des centres villes.

La promotion immobilière est le secteur d'activité qui a le plus bénéficié de la production d'un paysage urbain assaini et gentrifié, ou gentrifié parce qu'assaini, à l'issue d'un cycle de désinvestissement et de réinvestissement. La prostitution et le commerce du sexe prolifèrent quand le marché local de l'immobilier, notamment commercial, s'effondre. Leur présence est une entrave à l'amorce de la phase de réinvestissement dans les quartiers ciblés pour des opérations de gentrification. De contrepoids au déclin, la présence des sex-shops et autres activités visibles liées au sexe et moralement condamnées devient alors un problème. Le zonage destiné à les faire partir s'avère alors être un puissant outil aux objectifs convergents avec les pressions des résidents.

Plutôt que d'espace de résistance, c'est peut-être de zone de combat dont il faudrait parler à propos des centres-villes où les « bourgeois » (*gentrifiers*) soutenus par des mesures de tolérance zéro, se battent bloc par bloc pour reconquérir la cité. Cette reconquête opère une distribution des positions par croisement du genre et de la classe.

Phil Hubbard considère que la régulation spatiale de la sexualité est un vecteur crucial de la reproduction des rapports sociaux de sexe. Il formule l'hypothèse que les politiques

prises en œuvre à l'égard de la prostitution de rue sont un corollaire de la réaffirmation du capital et aussi un élément majeur de la remise en avant de la masculinité et du patriarcat.

Dans les textes du corpus, rien n'est dit de la prostitution masculine et de ses liens avec l'homosexualité et les espaces gays. Les gays ont progressivement disparu de la liste des personnes *out of place* pour Giuliani, et cela tient sans doute au fait qu'ils ont participé à la relance économique des centres villes (cf. la question de la classe créative). Il en irait de même pour l'entrepreneuriat ethnique qui peut soutenir la promotion du multiculturalisme : à Birmingham, la diversité culturelle, problème dans les années 1970, est aujourd'hui posée par les édiles politiques comme une ressource.

Les prostituées, qui n'ont pas investi dans des commerces respectables, n'ont nullement bénéficié d'une telle bienveillance ! Peu d'attention a été portée à leurs pratiques spatiales pour minimiser les risques de violence : se poser près des lampadaires pour être plus visibles du client mais aussi des autres prostituées. Dans les centres villes, il ne leur resterait que la possibilité de travailler dans des établissements, légaux ou non selon le régime prostitutionnel en vigueur. Les prostituées indiquent que le travail du sexe en établissement les rend physiquement plus vulnérables tout en les insérant, y compris celles qui exercent sans souteneur, dans une industrie du sexe hautement profitable. Pour les acteurs économiques et les forces de l'ordre, ce serait une garantie de sécurité pour les clients et les prostituées dans l'économie actuelle du sexe. Celle de sociétés urbaines dans lesquelles les valeurs morales sont défendues par la traque aux formes visibles de sexualité dévoyée ; celle de centres villes pensés pour les affaires, le commerce, les loisirs, la flânerie, et éventuellement la consommation sexuelle onéreuse dans des lieux discrets et qui échapperaient aux exigences de normativité des relations sexuelles ; celle qui creuse les distances dans les mondes de la sexualité vénale ; et donc celle dans laquelle les affaires, le genre, le sexe forment un nœud gordien.

La prostitution a ses lieux et ses espaces. Cette inscription spatiale est à la fois une condition de la prostitution de rue, qui est la forme la plus visible et la plus contestée de l'activité prostitutionnelle, et un enjeu des politiques visant à la réglementer ou l'interdire. Dans les régimes réglementaristes ou abolitionnistes, c'est moins la prostitution ou toute autre forme de commerce sexuel qui est posée comme problème à résoudre que la présence visible des prostituées en certains endroits. Les processus de séparation et hiérarchisation entre activités réprouvées et repoussées vers les marges ou les derniers quartiers centraux à reconquérir et activités tolérées dans les centres villes au prix d'arrangements pour réduire leur visibilité permettent de concilier la contradiction entre des enjeux urbains (amélioration de l'image des villes, tourisme familial et d'affaires...), des intérêts économiques d'entreprises (le commerce du sexe est lucratif) et des nécessités personnelles (cf. la prostitution occasionnelle de fin de mois). L'objectif de rétablissement de l'ordre moral ne peut à lui seul permettre l'intensité des mobilisations contre la prostitution. La lecture sous le prisme de la gentrification a permis de compléter la compréhension de la construction des prostituées comme problème dans la ville d'aujourd'hui. Les mêmes processus s'observent dans des contextes urbains, juridiques, politiques différents : Japon, Australie, Royaume-Uni, France. Nos villes aussi connaissent des velléités de nettoyage des espaces centraux pour en faire disparaître les personnes et les activités indésirables.

(cr : Erwan Le Goff)

